



Colloque INTERNATIONAL

LANGUES d'EUROPE
ET DE LA
MÉDITERRANÉE

[HTTP://WWW.PORTAL-LEM.COM](http://www.portal-lem.com)

NICE

31 MARS – 2 AVRIL 2005

Politique de multilinguisme dans l'Union européenne

Teresa CONDEÇO

La politique linguistique de la France

Xavier NORTH

Discussion

Philia Thalgott : Ma question s'adresse à M. North : quels ont été les critères de détermination des langues de France ? Et y a-t-il eu des effets sur cette détermination ?

Xavier North : Pour le choix de ces langues, deux critères ont été retenus. Il faut que ces langues puissent être transmises, soient effectivement transmises d'une génération à l'autre, pas simplement parlées, mais transmises.

Michel Alessio : C'est la définition de la *Charte* qui a été retenue : langue traditionnellement parlée par des citoyens du pays.

Xavier North : Et, le deuxième critère : une langue est une langue de France si elle n'est pas en même temps la langue officielle d'un pays étranger. D'où ce paradoxe : vous avez des locuteurs de russe qui sont en plus grand nombre sur le territoire français que des locuteurs que d'une langue beaucoup moins parlée en France, cette langue moins parlée sera une langue de France, et pas le russe. Le cas de l'arabe, sur lequel nous reviendrons, l'arabe maghrébin ou l'arabe dialectal, est une langue de France dans la mesure où il n'est pas la langue officielle des pays arabes. Voyez que ces critères sont des critères problématiques et un peu arbitraires. Aussi bien peuvent-ils être remis en cause, mais c'est le cadre qui a été donné assez récemment. La conséquence, c'est la possibilité de soutenir ces langues par des actions relevant des pouvoirs publics. Il y a donc des dispositifs qui sont mis en place, dispositifs d'enseignement, sans doute sont-ils insuffisants, et pourraient-ils être complétés, mais il existe des dispositifs d'enseignement qui sont donc soutenus par des crédits publics, par l'argent du contribuable. Et vous avez une politique qui est plus directement de notre ressort, à la Délégation générale à la langue française et aux langues de France, de soutien aux expressions culturelles de ces langues, soutien qui peut prendre diverses formes, soit que nous nous efforcions d'intervenir pour combler des lacunes éditoriales, par exemple pour favoriser la réalisation ou la publication de dictionnaires des langues qui ne disposent pas

de tels outils, qui sont naturellement très importants pour leur développement, soit que nous intervenions pour favoriser leur expression culturelle, par exemple pour réaliser un film en langue corse.

Domenico Morelli : Quelle est la politique d'enseignement de ces langues dans les écoles privées ou publiques ?

Xavier North : Il n'y a pas de politique systématique d'enseignement des soixante-quinze langues dans le système éducatif français. Le système éducatif français n'offre pas à tout écolier la possibilité d'apprendre soixante-quinze langues, pour des raisons qu'on comprend très bien. Mais le ministère de l'Éducation Nationale, ça ou là et d'abord, en effet, pour les langues territoriales, pour les langues régionales qui sont assises sur un territoire, offre, sans doute dans des conditions insuffisantes, la possibilité d'avoir un enseignement. Le ministère de l'Éducation nationale soutient les écoles Diwan, ne serait-ce que par la prise en charge des salaires des enseignants, ce qui est après tout le soutien déterminant. Les écoles Diwan sont les écoles qui, en Bretagne, enseignent le breton.

Henri Giordan : Je voudrais remercier les orateurs pour leurs contributions, et proposer à cette assemblée de constater que, soit au niveau européen, soit au niveau français, un consensus se dessine sur la nécessité de préserver, et peut-être au-delà, de promouvoir la diversité linguistique. Une fois qu'on a dit ça, c'est un acquis considérable parce que je voudrais rappeler simplement que, dans les années 1930, Antoine Meillet, professeur au collège de France, déclarait que la diversité linguistique était un mal, que les jeunes Européens perdaient du temps à apprendre les langues étrangères. Et cela était affirmé par un professeur de linguistique des plus compétents, des plus célèbres. On a donc évolué de façon considérable. Cela ne veut pas dire que cette évolution soit une évolution permettant de répondre au professeur Hagège, angoissé par la mort des langues. Il n'est pas le seul ! C'est-à-dire que tout le problème est de passer de ce discours consensuel à des actions efficaces. C'est un grand progrès que la Délégation générale à la langue française soit devenue la Délégation générale à la langue française *et aux langues de France*. Cela ne veut pas dire que le breton ne courre le risque d'être, dans deux générations, définitivement rayé de la carte. Donc là, nous avons un problème d'efficacité. Je voudrais signaler à cet égard que langue nationale et d'État, langue régionale et minoritaire, les situations sont extrêmement différentes. Et on ne peut pas imaginer qu'une politique uniforme, pour sauver le maximum de langues, pour permettre au maximum de langues de se développer. Il y a des principes, et ensuite, il y a des applications qui ne peuvent pas être uniformes.

Je voudrais simplement expliquer, dans cet ordre d'idées, pourquoi nous avons conçu ce projet LEM. Ce projet LEM est conçu dans le cadre général que, Mme Condeço et M. North, avez exposé, pour agir sur l'opinion publique par l'information, parce que je crois qu'il est absolument essentiel que les citoyens s'emparent du problème. Et c'est dans la mesure où l'ensemble de l'opinion publique la plus large, le plus grand nombre de citoyens sera persuadé de l'importance qu'il y a à permettre à telle ou telle langue de survivre, de se développer, que la bataille des langues régionales et minoritaires, et au-delà, la bataille des petites langues d'État qui ont un avenir semblable à celui des langues régionales et minoritaires pourra être gagnée, dans une Europe dominée par les lois du marché s'exerçant en anglais. Cela me donne l'occasion de souligner combien votre soutien est important. Le soutien de la DGLFLF, et, l'on espère, demain, celui de la Commission européenne. Notre projet

s'inscrit dans cette logique-là, il tente d'ouvrir un champ insuffisamment exploré pour l'instant. Parce que bien entendu, il existe des sites sur les langues, le site de l'Union européenne, le site du Conseil de l'Europe, mais ce sont des sites qui ne sont pas très facilement abordables par le grand public. Or demain, je crois que la communication est un point essentiel pour le développement de ces politiques, et pour qu'on puisse dire efficacement : « Halte à la mort des langues ! »

Domenico Morelli : Le chiffre de soixante-quinze langues comprend-il les départements d'outre-mer ?

Xavier North : Oui, le chiffre en tant que tel n'est pas très parlant puisque la moitié de ces soixante-quinze langues est parlée en Guyane française, en Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire sur des territoires de la République qui sont extérieurs au territoire métropolitain. Mais je voudrais revenir un instant sur ce que vient de dire M. Giordan parce que ça me paraît très important. Dans une enquête effectuée par l'Institut Nationale d'Études Démographiques en 1999-2000, à l'occasion du changement de millénaire, un constat a été établi sur, justement, la présence des langues dites régionales en France, et on a vu apparaître des statistiques qui sont tout à fait intéressantes. La première, c'est qu'un Français sur quatre, ce n'est pas rien, 26 % de la population sur le territoire métropolitain, affirmait avoir entendu ses parents, au moins un parent, lui parler dans une langue autre que le français, et avoir cherché à transmettre cette langue. Un Français sur quatre, ce qui est une proportion énorme, a été en contact avec une langue dite régionale aujourd'hui. Ce qui montre que jusqu'au milieu du XXe siècle, ces langues étaient non seulement parlées sur le territoire de la République, mais parlées dans des proportions considérables. Deuxième point, sur ces 25 % interrogés, seuls 35 %, c'est-à-dire le tiers du quart, l'ont transmise à leurs enfants. Ces deux chiffres, résument tout, je crois. À la fois, ils renvoient à ce socle patrimonial qu'est le nôtre dans ce domaine, et à une perspective de fuite, hélas, qui rend l'appel lancé par M. Giordan, tout à l'heure, particulièrement urgent.

Henri Giordan : Si vous le permettez, je voudrais ajouter un aspect positif. N'ayons pas l'air de faire un constat d'échec ! Je voudrais quand même souligner que l'avenir des langues échappe aux prévisions des spécialistes, sociologues, linguistes, etc. Il comporte une part d'imprévisibilité. Vous avez, dans le passé, des langues qui étaient considérées comme mortes, et qui ont ressuscité : l'hébreu, et aussi le cornique. Le concept nouveau, de bien commun de l'humanité, qui a été mis au point par le PNUD, et dont nous avons débattu de façon très approfondie à la conférence qui s'est tenue à Nantes au printemps dernier sous l'égide de l'Unesco, permet de dire que l'avenir des langues est remis entre les mains des citoyens. Les langues sont conçues comme un patrimoine commun de l'humanité, avec le principe que tout homme a le devoir, a la responsabilité humaine, de préserver, c'est-à-dire de transmettre ce bien immatériel aux générations futures.

De même que nous avons le devoir de transmettre une planète habitable, nous avons le devoir de transmettre la diversité culturelle. Et c'est dans la mesure où les citoyens prennent conscience de ce devoir, de cette exigence humaine, le devoir a un côté moral qui ne me plaît pas trop, c'est une exigence fondamentale de l'humanité de transmettre le bien commun de l'humanité. Il faut rendre hommage aux travaux des Nations unies, et tout particulièrement du programme pour le développement PNUD, pour avoir montré la validité de ces concepts. On ne sait pas qui prendra cette responsabilité, qui ne la prendra

pas. Qui pouvait dire, dans les années trente, que les écoles Diwan allaient exister ? Les écoles Diwan ont été l'application pratique de ce principe. Comme M. Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, les écoles Diwan ont fait l'application des principes aujourd'hui définis par l'ONU avant même qu'ils aient été définis. Ça veut dire que des citoyens ont accepté d'avoir un prélèvement mensuel sur leur compte-chèques postal pour permettre que des écoles bilingues précoces, et vous savez combien l'enseignement bilingue précoce, dont je m'étonne de ne pas entendre parler par les représentants soit du Conseil de l'Europe, soit de l'Union européenne, est fondamental.